

Journal des guerres de l' Otan

N° 108 du 31.03.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal des guerres de l'Otan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_guerres-otan.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

Important dispositif mis en place par la police.

Conséquences insignifiantes de l'action humanitaire de l'Otan ...

Ludo De Brabander: La guerre en Libye est toujours en cours

[L'Otan accusée de négligence pour la mort en Méditerranée de réfugiés venant de Libye](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 [Syrie et Homs : les massacres se suivent mais ne se ressemblent pas](#)

1-2 Gilles Devers : Le Mali, première victime de l'OTAN en Libye.

2 Les brèves

Les brèves

Bouclier: l'Otan invite Kiev à formuler sa position

Annexe

2-1 Vladimir Poutine explique sa politique étrangère (1ère partie)

Tiré à part :

Important dispositif mis en place par la police

IRIB-Plusieurs centaines de militants anti-OTAN ont tenté sans succès dimanche de pénétrer dans l'enceinte du siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Mais ils ont été repoussés par un important dispositif mis en place par la police, qui a annoncé avoir procédé à 483 interpellations.

Les manifestants, venus de Belgique mais aussi de Suède, Finlande, Allemagne, France, Espagne, Royaume-Uni ou encore Turquie, pour la plupart des jeunes d'une vingtaine d'années au look "baba-cool", étaient arrivés en début d'après-midi par groupes de quelques dizaines de personnes dans les champs qui bordent l'arrière du site, dans le nord-est de la capitale belge, en présence de nombreux journalistes. Les forces de l'ordre, qui avaient déployé "500 ou 600" hommes, selon un officier sur place, les attendaient en rang, le long de la clôture qui protège le siège de l'Alliance et le quartier général de l'armée belge situé juste à côté.

IRIB

31, 2012 11:46 PM

alerte_otan]

Conséquences insignifiantes de l'action humanitaire de l'Otan ...

Toute la nuit, les forces armées de la tribu arabe des Ouled Slimane ont apparemment pilonné les quartiers toubous de Sebha. Une partie de la communauté touboue aurait pris la fuite et serait en attente à 12 kilomètres au sud de la ville.

Des Touaregs de Sebha ont indiqué que la plupart des maisons du quartier toubou d'al-Hijara avaient été incendiées.

Un membre de l'instance, présent à Sebha, parle d'un accord pour évacuer les Toubous vers la ville d'Al Qatrun. Ce qu'exigeraient d'ailleurs les combattants de la tribu Ouled Slimane, comme ça tombe bien. Quelle surprise! Ceux qui luttèrent presque à main nue (à quelques bombes de l'Otan près) pour la liberté, la démocratie, contre la dictature sanguinaire de Kadhafi... Quelle désillusion ce doit être pour les bons humanistes, et les mouvements "de paix" qui appelaient à agir contre Kadhafi, comme ils font actuellement contre la Syrie, "la France et la communauté internationale doivent agir d'urgence et avec fermeté pour faire cesser les massacres", etc

Heureusement que les grands médias s'en désintéressent complètement, et que tous ces humanistes sont bien trop occupés avec la répression du régime de Assad pour s'occuper de tels pécadilles. Et puis pour apaiser tout le monde, une évidente épuration ethnique menée par les bandes armées par l'Otan, est déguisée en combats intertribaux.

Ah bah, c'est l'Afrique, c'est normal :

"Des combats meurtriers opposent des tribus rivales en Libye" (Libération)

"Libye: les combats inter-tribaux font rage" (RTL)

"Les violences tribales ont fait 147 morts en six jours" (France 24)

"Nouveaux affrontements intertribaux dans le sud libyen" (Le Monde)

alerte_otan

Ludo De Brabander: La guerre en Libye est toujours en cours

On a récemment fêté le premier anniversaire du début de la révolution. Il y a quelques mois, le Secrétaire général de l'OTAN, Rasmussen, a annoncé que la 'mission' en Libye a été « une des missions les mieux réussies de l'histoire de l'OTAN ». Cependant, dans beaucoup d'endroits dans le pays, des milices armées règnent de sorte que les tensions et la violence augmentent.

L'opération Unified Protector (Protecteur Unifié), comme l'on a nommé la guerre de l'OTAN contre la Libye, a officiellement pris fin le 31 octobre 2011. Nous pouvons lire sur le site web de l'OTAN que « la mission de l'Alliance de protéger les civils contre des attaques ou des menaces a ainsi été achevée ».

Cela fait penser un peu au moment mémorable le 1^{er} mai 2003 où le président Bush prononce trop vite les mots 'mission accomplie' de son porte-avions Abraham Lincoln. Le régime de Saddam Hussein était tombé. Toutefois, quelques années plus tard il semblera que le pays s'était retrouvé dans un chaos avec de nombreux massacres.

Depuis que la mission a réussi avec 'succès', on constate le silence du côté de l'OTAN. Quatre mois après le changement de pouvoir, il semble que la Libye est tombée dans les mains des centaines de milices qui ont pris les rênes. Le problème est connu dans les quartiers généraux de l'ouest, mais on préfère ne pas trop en parler. Il s'agit de milices soutenues et même armées par l'OTAN et ses alliés dans leur combat contre le régime libyen. Quand le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, a rendu visite au pays au début du mois de février, il a promis de libérer des fonds pour aider au désarmement. D'après ce qu'on dit, le ministre trouvait qu'il était trop dangereux d'y passer la nuit et donc il a continué son voyage vers Tunis.

Un rapport récent d'Amnesty International (AI) donne une image peu positive de la situation dans le pays. La situation est 'hors contrôle', résume l'organisation des droits de l'homme. Selon ce rapport, des centaines de milices armées agissent individuellement, en dehors de l'autorité du gouvernement central. Leurs actions et refus de désarmer menacent de déstabiliser le pays. Les milices entrent régulièrement en conflit entre elles causant plusieurs morts et blessés. Il est question des 'milliers' d'emprisonnés soupçonnés d'être des partisans de Kadhafi. Beaucoup d'entre eux se font maltraiter et torturer entraînant, dans certains cas, la mort.

Le rapport d'AI n'est pas une surprise. Ainsi, il a été découvert que l'ancien ambassadeur en France, Omar Brebesh, a été tué par une de ces milices après son arrestation. Selon le rapport de l'autopsie, il avait succombé à des blessures qu'il n'a pu recevoir que pendant son emprisonnement. Médecins Sans Frontières (MSF) avait déjà dénoncé la situation. En janvier, l'organisation avait annoncé qu'elle retirait son personnel médical du centre de détention à Misrata : la torture de centaines de prisonniers venait d'être avérée. Selon MSF, l'organisation devait recoudre les prisonniers pour qu'ils soient maltraités à nouveau.

Un autre fait connu : la poursuite, les violences et même les nettoyages ethniques de la population noire. Les 30.000 habitants noirs de Tawargha qui ont été chassés de leur ville pendant la guerre, ne peuvent toujours pas retourner car les milices de la ville voisine de Misrata leur en empêchent. Ensuite, des milliers d'habitants ont fui leur maison, surtout dans les monts Nefoussa, à Syrte et à Bani Walid. Ils sont toujours visés en raison de leur supposé soutien au régime de Kadhafi.

La Libye en tant qu'Etat n'existe plus. Non seulement le Conseil National de Transition (CNT) n'a pas de prise sur ses milices armées, mais il témoigne même d'un certain refus de les désarmer et de les mettre sous son autorité. De plus, aucune action n'a été faite pour examiner les crimes. Ainsi, aucune analyse a été menée sur les 65 corps que l'on a trouvés dans un hôtel à Syrte, bien que tout un tas de preuves sur les responsables existent.

Un rapport d'International Crisis Group (ICG) donne tout aussi peu une image réjouissante de la situation et craint une fragmentation du pays. L'ICG estime que les milices possèdent autour de 125.000 armes et sont en train de 's'institutionnaliser'. Elles prennent plusieurs assoments des actions, indépendamment du pouvoir central, telles que la registration des personnes et l'arrestation ainsi que l'enfermement des présumés coupables. La disparition du pouvoir central et le fait que pendant la guerre les opérations militaires avaient lieu à basse échelle, font que le paysage politique est plein de tensions. Les loyalistes de Kadhafi qui sont passés à l'opposition et qui ont ensuite été mobilisés contre leurs anciens dirigeants, sont maintenant accusés par les révolutionnaires d'appartenir à l'ancien ordre. Dans différents endroits comme à Bani Walid ou à Koufra, il y a eu des affrontements armés entre plusieurs tribus. A Koufra, au sud de la Libye, il y aurait eu plus de 100 morts selon l'agence de presse AFP. Il y a également eu des tensions religieuses entre séculaires et islamistes. Depuis le début de la guerre, les islamistes radicaux ont utilisé la situation pour s'armer dans les entrepôts non surveillés et désertés. Selon les services secrets algériens, beaucoup d'armes modernes seraient tombées dans les mains d'Al-Qaida au Maghreb islamique.

D'après l'ICG, une hypothèque lourde pèse sur l'avenir de la Libye. Beaucoup de Libyens risquent de perdre leur foi dans le procès politique, à moins que le CNT arrive à reprendre contrôle sur les milices. Il semble que l'OTAN aura de nouveau crié victoire trop tôt.

22 mars 2012

Source originale : uitpers

Traduit du néerlandais par Hanah Jablone pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

<http://michelcollon.info/La-guerre-en-Libye-est-toujours-en.html>

Anja Vogel : [L'Otan accusée de négligence pour la mort en Méditerranée de réfugiés venant de Libye.](#)

Avec notre correspondante à Strasbourg, Anja Vogel

Vendredi 30 mars 2012

AFP / Filippo MONTEFORTE

Publié jeudi 29 mars 2012, un rapport de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pointe la responsabilité de l'Alliance atlantique, ainsi que celle des autorités italiennes, dans la mort en Méditerranée de 63 réfugiés fuyant la Libye en guerre l'an passé à bord d'une embarcation de fortune. C'était il y a un an : l'embarcation était partie de Tripoli le 26 mars 2011, avec 72 passagers à bord, une semaine après le déclenchement des frappes aériennes sur la Libye. Après 15 jours d'un périple tragique, sans eau ni nourriture, les migrants s'échouaient à nouveau sur les côtes libyennes. Ils n'étaient plus que neuf survivants.

[L'Otan](#) n'a pas réagi aux signaux de détresse dans une zone militaire qu'elle contrôlait, souligne un [rapport du Conseil de l'Europe](#), rendu public ce jeudi. Il semblerait que les appels au secours aient été

ignorés par plusieurs navires de pêche, par un hélicoptère militaire et par un important bâtiment de la marine, selon l'auteur du rapport, la socialiste néerlandaise Tineke Strik.

Elle estime crédibles les témoignages des rescapés, selon lesquels l'hélicoptère leur aurait jeté de l'eau et des biscuits sans jamais revenir. Selon ces témoignages, l'équipage du vaisseau maritime était muni de jumelles. Tineke Strik pointe également les défaillances du Centre de coordination de sauvetage maritime italien, qui a diffusé l'alerte sans s'assurer que la prise en charge de l'embarcation était assurée. La Néerlandaise accuse enfin l'Otan de n'avoir pas assumé toutes ses responsabilités, car les communications relatives au bateau en détresse n'ont pas été transmises par le quartier général de Naples aux vaisseaux placés sous son contrôle.

Le rapport doit être adopté fin avril par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il rappelle qu'au moins 1 500 personnes ont perdu la vie l'an dernier en tentant de traverser la Méditerranée.

« Un ensemble de défaillances » ayant conduit à la mort de 63 personnes qui fuyaient par la mer le conflit en Libye

Migrations, réfugiés et personnes déplacées

[« Un ensemble de défaillances » ayant conduit à la mort de 63 personnes qui fuyaient par la mer le conflit en Libye](#)

Strasbourg, 29.03.2012 –

L'absence de réaction aux appels de détresse et l'« absence de responsabilité » pour la recherche et le sauvetage font partie d'un « ensemble de défaillances » ayant conduit à la mort de 63 personnes qui fuyaient par la mer le conflit en Libye, au cours d'un tragique périple de 15 jours en mars 2011, selon une commission de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE).

Un rapport de Tineke Strik (Pays-Bas, SOC), adopté ce matin à Bruxelles par la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, affirme que la responsabilité de ces morts est imputable notamment aux autorités italiennes chargées des opérations de recherche et de sauvetage en mer, à l'Otan, aux pays dont les navires battaient pavillon dans la zone en question, aux autorités libyennes et aux trafiquants sans scrupules.

Le bateau, qui avait quitté Tripoli avec 72 personnes à bord une semaine après le début des frappes aériennes internationales sur la Libye, s'est échoué sur la côte libyenne 15 jours plus tard avec seulement neuf survivants – alors même que des messages de détresse donnant sa dernière position connue étaient régulièrement émis à l'intention de tous les navires présents dans le secteur.

L'Otan « n'a pas réagi aux signaux de détresse » dans une zone militaire qu'elle contrôlait, déclare la commission, en faisant remarquer que la frégate de la marine espagnole Méndez Núñez, sous commandement de l'Otan, se serait trouvée à 11 milles seulement, bien que les autorités espagnoles contestent cette distance. Un bâtiment militaire italien, le Borsini, se trouvait, quant à lui, à une distance de 37 milles marins. Chacun de ces deux navires peut accueillir un hélicoptère.

La commission estime « crédibles » les témoignages des neuf survivants de l'incident, qui ont déclaré qu'un hélicoptère militaire leur avait jeté de l'eau et des biscuits et indiqué qu'il allait revenir, mais il ne l'a jamais fait. D'après les survivants, le dixième jour de la traversée – alors que la moitié des passagers avaient péri – « un gros vaisseau militaire » s'était approché, suffisamment près pour qu'ils puissent voir l'équipage muni de jumelles, mais ce bâtiment s'était éloigné sans se porter à leur secours.

La commission en conclut que « maintes occasions de sauver les vies des personnes à bord du bateau ont été perdues ». Elle demande à l'Otan de mener une enquête sur l'incident et de fournir des réponses détaillées aux questions qui sont encore sans réponses, et elle invite le Parlement européen à s'efforcer d'obtenir des informations supplémentaires, y compris les clichés pertinents pris par satellite. Les parlements nationaux des Etats concernés devraient aussi mener des enquêtes. Il devrait y avoir en outre une révision complète de la réglementation maritime afin, d'une part, de combler l'« absence de responsabilité » quand un Etat ne peut pas effectuer d'opérations de recherche et de sauvetage dans la zone qui lui est assignée et, d'autre part, de régler le conflit entre l'Italie et Malte quant au point de savoir quel est le pays qui doit être responsable du débarquement des personnes secourues en mer. Le rapport de Tineke Strik doit faire l'objet d'un débat à l'occasion de la session plénière d'avril de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), le mardi 24 avril.

[Dossier internet sur les « boat-people »](#)

[Enregistrement vidéo de la conférence de presse](#)

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

1-1 Frédéric Dahlmann : [Syrte et Homs : les massacres se suivent mais ne se ressemblent pas.](#)

Y aurait-il de bonnes et de mauvaises victimes parmi les civils tombés dans les conflits armés ? C'est la question que pose Frédéric Dahlmann à la lecture des médias qui ont couvert à la fois le bombardement de Syrte en Libye et l'assaut de Homs en Syrie. Et de pousser la réflexion plus loin au regard du bilan très lourd des opérations de l'Otan pour faire tomber Kadhafi : la Russie et la Chine sont accusées par les médias occidentaux de soutenir le dictateur de Damas ; mais n'ont-elles pas permis d'éviter un massacre bien plus grave en apposant leur veto au Conseil de sécurité de l'ONU ? (IGA)

« L'ampleur du massacre de Homs, épice de la contestation en Syrie où plus de 200 personnes ont été tuées depuis vendredi selon l'opposition, a suscité l'écœurement des capitales occidentales, qui n'ont pas obtenu l'adoption d'une résolution à l'ONU après le veto de la Russie et la Chine. »(1) nous dit France 24.

En octobre 2011, France 24 nous disait : « Les forces du Conseil national de transition (CNT) se heurtent depuis un mois à une résistance acharnée des combattants pro-Kadhafi à Syrte, l'un des derniers bastions du leader libyen déchu. »(2)

A la lecture de ces deux communiqués une question surgit : pourquoi les victimes de Syrte semblent-elles susciter nettement moins d'émoi que celles de Homs auprès des médias occidentaux ?

De même, il est permis de se demander pourquoi les figures politiques ainsi que les médias américains et européens, qui ont soutenu l'idée d'une guerre au nom de la « protection des civils » que ce soit en Lybie ou en Syrie, se sont montrés aussi concernés par les événements meurtriers de Homs et aussi silencieux sur le massacre perpétré par l'OTAN à Syrte en octobre 2011.

En mars 2011, les gouvernements occidentaux et leurs porte-paroles avaient affirmé, sans preuves à l'appui, que les forces de Ghadhafi étaient sur le point de commettre un massacre à Benghazi. C'est pourtant bien l'OTAN qui, en fin de compte, a provoqué un véritable bain de sang dont l'objectif était d'endiguer la résistance libyenne.

Dans sa frénésie visant à écraser la résistance libyenne, l'OTAN, mené par les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France, a commis de terribles crimes de guerre à Syrte en déployant à l'aveugle une force militaire destructrice. Ainsi, nombre de civils ont trouvés la mort sous les frappes aériennes détruisant au passage maisons et infrastructures.

Les frappes aériennes de l'OTAN ont eu lieu 24 heures sur 24. Sur le terrain, les milices anti Ghadaffi tiraient des roquettes, des obus de mortier et de chars sans même cibler des objectifs particuliers dans une ville de pas moins de 100.000 habitants.

Selon les chiffres diffusés par l'OTAN, leurs bombardiers auraient touché 121 fois des « cibles-clé visées » à Syrte rien qu'au cours des deux dernières semaines de septembre.

Ces frappes aériennes ont été réalisées sur base de renseignements limités voire inexistantes, de sorte qu'elles ne peuvent qu'être qualifiées d'aveugles.

Selon des estimations publiées par le Conseil national de transition, jusqu'à début septembre 2011, 30.000 personnes ont été tuées et 50.000 blessées par la guerre menée par l'OTAN en Libye, et ce, sur une population de 6.733.620 habitants.

La guerre en Syrie, sans intervention de l'OTAN, a fait, jusqu'à présent, environ 7.500 morts sur une population de 22.530.746 habitants selon l'ONU.

Malgré le précédent libyen, l'Occident continue le forcing pour faire passer une résolution l'autorisant à intervenir militairement.

C'est uniquement en raison du fait que la Chine et la Russie ont opposé leur droit de veto qu'un massacre, tel que celui qui a eu lieu en Lybie, a pu être évité en Syrie.

Entre-temps, le gouvernement syrien a organisé un référendum constitutionnel.

France 24 nous dit :

« La nouvelle Constitution syrienne a été largement approuvée, a annoncé lundi le ministre de l'Intérieur, mais la participation n'a atteint que 57,4% en raison des violences qui secouent le pays depuis près d'un an. » « Le projet de référendum a été approuvé par 89,4% des votants »(3)

Quelques lignes plus loin, elle ajoute que :

« Les pays occidentaux notamment la France et la Grande-Bretagne ont dénoncé le référendum organisé dimanche, estimant qu'il n'avait aucune crédibilité du fait de la poursuite en parallèle des violences. Washington l'a qualifié de "plaisanterie". »(4)

Pourtant, ces résultats ne contredisent pas ceux obtenus lors d'un sondage organisé il y a moins de trois mois par le Qatar, où la majorité des citoyens syriens interrogés, à savoir 55%, avait voté pour le maintien de Bachar au pouvoir. Or, ces chiffres-là ne sauraient être remis en cause dans la mesure où la famille royale du Qatar constitue l'un des plus fervents opposants au gouvernement d'Assad.(5)

Il est aussi piquant de constater que dans une presse supposée être impartiale nous n'entendons qu'une seule version de l'histoire. Pourquoi celle-ci ne relaye-t-elle jamais le point de vue des Russes ou des Chinois qui ont pourtant eu un rôle décisif dans ce conflit, ou encore celui du gouvernement syrien ? En ce qui concerne la guerre des images, seules des images "non vérifiées" provenant de sources issues du même camp sont diffusées. Pourquoi ne pas transmettre également des images "non vérifiées" d'origines diverses ?

Ce « deux poids deux mesures » dans la manière de répercuter l'information au niveau des médias pose question ou, à tout le moins, devrait poser question. Un élément de réponse ou une piste de réflexion nous est donné par Bahar Kimyongür, auteur de « Syriana, la conquête continue »

(Ed. Couleur Livres & Investigation, 2011) :

« Dictature contre démocratie est le credo simpliste censé résumer la réalité géopolitique syrienne. Si le régime de Damas est incontestablement responsable d'atrocités, il est aussi titulaire d'un CV politico-idéologique qui n'est pas du goût de certaines puissances notamment régionales. A la fois laïc, nationaliste, panarabe, pro-palestinien, allié de l'Iran, du Hezbollah, des BRICS et de l'ALBA, l'Etat syrien réunit tous les ingrédients pour s'attirer simultanément les foudres de Washington, des pétromonarchies du Golfe, d'Israël et des groupes salafistes. Mais aussi pour nourrir fantasmes et clichés. »(6)

[Frédéric Dahlmann](#)

Source : michelcollon.info

14 mars 2012

Notes :

1. <http://www.france24.com/fr/20120205...>

2. <http://www.france24.com/fr/20111017...>

3. http://www.france24.com/fr/20120228...;ns_source=RSS_public&ns_mchannel=RSS&ns_fee=0&ns_linkname=20120228_referendum_oui_emporte_fond_violences_syrie

4. <http://www.thedohadebates.com/news/...>

5. [http://www.lesoir.be/debats/cartes ...](http://www.lesoir.be/debats/cartes...)

1-2 Gilles Devers : Le Mali, première victime de l'OTAN en Libye.

Le méchant Kadhafi renversé par la gentille OTAN, avec BHL pour assurer les sacrements, et Sarko et Cameron comme enfants de chœur... Que l'histoire était jolie sur TF1 et autres médias lobotomisés... Car déjà, on savait tout. L'intervention était illégale ; aucune armée n'a gagné une guerre en dehors de son territoire ; l'armement des groupes terroristes allait déstabiliser la région. (*Les vrais groupes terroristes, à ne pas confondre avec un sale gosse devenu dingue parce qu'un juge lui a refusé un aménagement de peine*).

Pour comprendre le Mali, il faut commencer par la carte de géographie.

Un territoire infernal, coupé en deux. Le Mali, c'est un territoire de deux fois et demi la surface de la France. Le PIB de la France est de 2 800 milliards de dollars, et celui du Mali de 10 milliards de dollars, 124° du classement mondial. Vous avez les clés du problème.

La carte montre la coupure du pays, et le Nord du Mali est depuis des années une zone de grande insécurité. Un refuge pour les groupes terroristes, qui sont surtout des bandes de brigands, mais surtout une réalité socio-économique : une vraie misère pour la population de cette partie du Sahel.

Retour un an en arrière

L'OTAN, violant ouvertement le mandat de l'ONU en Libye, a envoyé ses troupes au sol, et distribué des masses d'armes. Le but ? Renverser le « dictateur » ? Tu parles, de la fumisterie. Les objectifs des lascars de l'OTAN étaient de se répartir la richesse du pétrole et de déstabiliser la région pour mieux justifier son interventionnisme à venir.

Une bonne part des armes de l'OTAN distribuées en Libye a été remise aux groupes armés incontrôlables du Sahel, avec une mission simple : « Foutez le bazar, ça renforcera le jeu de l'Oncle Sam, et profitons en tant que la Chine n'a pas d'influence militaire en Afrique ». Obama Prix Nobel de la Paix et de l'Assassinat ciblé engrange les dividendes.

Les armes de l'OTAN et de BHL sont arrivées en quelques mois chez les rebelles touaregs, qui ont aussitôt repris l'offensive : plus de 200 000 personnes déplacées depuis le début janvier. Qui en parle ? Les soldats maliens déroutaient, avec un pouvoir civil asphyxié économiquement et dépassé. L'armée a donc pris le pouvoir et instauré un couvre feu. Les putschistes fustigent « l'incapacité du gouvernement à gérer la crise » dans le Nord.

Le scénario annoncé se confirme, réglé comme du papier-musique.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a appelé au « rétablissement immédiat de l'ordre constitutionnel et du gouvernement démocratiquement élu ». La France a décidé de « suspendre toutes ses coopérations régaliennes avec le Mali » et les Etats-Unis ont entamé le réexamen de leur aide annuelle de 137 millions de dollars. Cette junte tiendra-t-elle ? Attendons quelques jours ou quelques semaines, et ces malades du colonialisme prépareront les plans pour installer un pouvoir à leur main, justifié... par la nécessité de combattre les troupes rebelles qu'ils ont armés il y a un an.

Bien sûr, tout le monde regarde du côté de l'Algérie qui dans cette zone désertique a plus de 1000 kilomètres de frontières avec le Mali.

Alger est dans la mouise totale. Bien sûr, un communiqué a fusé pour dénoncer ce coup d'Etat. Mais après, que faire ? Le choix est totalement pourri. Il est impossible de gérer la situation en reconnaissant les rebelles comme interlocuteurs, et il faudra soit dealer avec les militaires de Bamako, soit assurer l'ordre. Rien ne dit que le nouveau gouvernement malien, objectivement très faible, ne pourra assurer l'unité du pays. Quelles seront les options pour Alger : choisir entre les groupes rebelles du Nord ? Assurer le ménage anti-terroriste, pour éviter une intervention des US ?

Qui un jour pourra présenter une facture à l'OTAN ? Quiconque cause un dommage à autrui doit réparation, non ?

Gilles Devers

Samedi 24 Mars 2012

<http://lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr/>

2 Les brèves

[Bouclier: l'Otan invite Kiev à formuler sa position](#)

L'Otan invite l'Ukraine à formuler sa position sur le déploiement d'un système de défense antimissile balistique (DAMB) en Europe

KIEV, 30 mars - RIA Novosti

L'Otan invite l'Ukraine à formuler sa position sur le déploiement d'un système de défense antimissile balistique (DAMB) en Europe, a déclaré vendredi le chef du bureau de liaison de l'Alliance en Ukraine, Marcin Koziel, lors d'une table ronde à Kiev.

"L'Ukraine doit avoir sa propre position stratégique sur ce qui se passe", a déclaré M. Koziel cité par l'agence UNIAN.

Selon le chef du bureau, l'Otan invite Kiev à coopérer en matière de défense antimissile.

Un secrétaire de l'ambassade des Etats-Unis à Kiev, Yury Fedkiw, a pour sa part rappelé que l'Otan était prête à négocier avec ses partenaires potentiels et qu'elle saluait toute proposition émanant de l'Ukraine au sujet de la mise en place de la DAMB.

La Russie et l'OTAN ont décidé de coopérer sur la création d'un système de défense antimissile en Europe lors du sommet à Lisbonne en novembre 2010. Le partenariat était toutefois resté lettre morte, Washington refusant de signer un document contraignant garantissant que le futur bouclier ne menacerait pas le potentiel nucléaire russe. L'OTAN invite la Russie à la croire sur parole. La Russie estime que les parties doivent élaborer l'architecture du bouclier sur un pied d'égalité et prendre des

mesures de confiance dans le domaine de la défense antimissile.

A la fin de 2012, le ministère ukrainien des Affaires étrangères a déclaré que Kiev était préoccupé par l'absence de progrès dans les négociations russo-américaines sur le bouclier. Le ministère a indiqué que cette situation ne contribuait pas à renforcer la sécurité de l'Ukraine, car la Russie et les Etats-Unis étaient des partenaires stratégiques de l'Ukraine et les garants de sa sécurité nationale
<http://fr.rian.ru/world/20120330/194103804.html>

Annexe

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

2-1 Vladimir Poutine explique sa politique étrangère (1ère partie)

La Russie et l'évolution du monde

Samedi 3 mars 2012

Le Réseau Voltaire reproduit l'article que le candidat Poutine a consacré à sa future politique étrangère dans le quotidien *Moskovskie Novosti*. Dans cette 1ère partie, il observe l'érosion du droit international consécutif à la politique d'ingérence des Occidentaux, et livre l'interprétation russe du « printemps arabe » comme révolution colorée. Il revient sur la catastrophe humanitaire et morale consécutive à l'attaque de la Libye et s'interroge sur les origines du bellicisme occidental en Syrie. Enfin il passe en revue les défis pour la Russie notamment en Afghanistan et en Corée du Nord. Cinq années après son [discours à la conférence de Munich](#), il reste fidèle aux mêmes principes. La Fédération de Russie se pose en garante de la stabilité mondiale et du dialogue des civilisations, sur la base du respect du droit international. Dans mes articles [1], j'ai déjà abordé les principaux défis extérieurs auxquels la Russie est confrontée à l'heure actuelle. Cependant, ce thème mérite d'être discuté plus en détails, et pas seulement parce que la politique extérieure fait partie intégrante de toute stratégie nationale. Les défis extérieurs et l'évolution du monde qui nous entoure nous poussent à prendre des décisions d'ordre économique, culturel, budgétaire et dans le domaine des investissements.

La Russie fait partie d'un grand monde, aussi bien du point de vue de l'économie et de la diffusion de l'information que de la culture. Nous ne pouvons pas et ne voulons pas nous isoler. Nous espérons que notre ouverture permettra d'améliorer le bien-être et la culture des citoyens russes et de renforcer la confiance, qui devient une ressource rare.

Mais nous prendrons systématiquement appui sur nos intérêts propres et nos objectifs, et non pas sur des décisions dictées par un tiers. La Russie n'est respectée et prise au sérieux que lorsqu'elle est forte et qu'elle se tient fermement campée sur ses positions. La Russie a pratiquement toujours eu le privilège de pouvoir mener une politique étrangère indépendante. Et ce sera le cas également à l'avenir. Qui plus est, je suis convaincu qu'il n'est possible d'assurer la sécurité dans le monde qu'avec la Russie, et non pas en s'efforçant de l'évincer, d'affaiblir ses positions géopolitiques et sa capacité de se défendre.

Les objectifs de notre politique étrangère revêtent un caractère stratégique, non conjoncturel, et reflètent la place exclusive de la Russie sur la carte politique mondiale, son rôle dans l'histoire et dans l'évolution de la civilisation.

Nous poursuivrons, évidemment, une politique proactive et constructive, visant à renforcer la sécurité globale, à renoncer à la confrontation, à réagir efficacement aux défis tels que la prolifération des armes nucléaires, les conflits régionaux et les crises, le terrorisme et le trafic de drogue. Nous ferons tout pour que la Russie dispose des derniers acquis du progrès scientifique et technologique, et pour assurer à nos entreprises une place importante sur le marché mondial.

Nous ferons tout pour que la mise en œuvre du nouvel ordre mondial, basé sur les réalités géopolitiques contemporaines, se déroule de manière progressive, sans perturbations inutiles.

La confiance érodée

Comme auparavant, je pense que les principaux fondements incluent le droit fondamental à la sécurité pour tous les États, le caractère inadmissible de l'utilisation excessive de la force, et le respect à la lettre des principes fondamentaux du droit international. Le mépris de ces règles provoque la déstabilisation des relations internationales.

Et c'est précisément à travers un tel prisme que nous percevons certains aspects du comportement des États-Unis et de l'Otan, qui ne s'inscrivent pas dans la logique du développement contemporain, et qui sont fondés sur les stéréotypes de la politique des blocs. Tout le monde comprend à quoi je fais allusion. Il s'agit de l'expansion de l'Otan, qui se traduit notamment par le déploiement de nouveaux moyens d'infrastructure militaire, ainsi que les projets de l'Alliance (sur l'initiative des Américains) de mise en place en Europe du bouclier antimissile (ABM). Je n'aurais pas abordé ce thème si ces jeux n'étaient pas menés à proximité immédiate des frontières russes, s'ils n'affaiblissaient pas notre sécurité et s'ils ne contribuaient pas à l'instabilité dans le monde.

Notre argumentation est bien connue, ce n'est pas la peine d'y revenir, mais, malheureusement, elle n'est pas prise en considération par nos partenaires occidentaux, qui refusent de l'entendre.

Il est préoccupant de voir que bien que nos "nouvelles" relations avec l'Otan n'aient pas encore acquis une forme définitive, l'Alliance commet déjà des actes qui ne contribuent en aucun cas à l'établissement d'un climat de confiance. En elle-même, une telle pratique affecte le calendrier international, empêche de définir un ordre du jour positif dans les relations internationales et ralentit les changements structurels.

Une série de conflits armés, menés sous le prétexte d'objectifs humanitaires, sape le principe séculaire de souveraineté nationale. Un autre vide, moral et juridique, se crée dans les relations internationales. On dit souvent que les droits de l'homme priment sur la souveraineté nationale. C'est indéniable, de la même manière que les crimes contre l'humanité doivent être sanctionnés par la Cour pénale internationale. Mais lorsqu'en s'appuyant sur cette disposition, la souveraineté nationale est facilement violée, lorsque les droits de l'homme sont défendus de l'extérieur de manière sélective, et que ces mêmes droits sont violés au cours de ce processus de "défense", y compris le droit sacré à la vie, il ne s'agit pas d'une cause noble mais de démagogie pure et simple.

Il est important que l'ONU et le Conseil de sécurité puissent s'opposer efficacement au diktat de certains pays et à l'arbitraire sur la scène internationale. Nul n'a le droit de s'octroyer les prérogatives et les pouvoirs de l'ONU, notamment en ce qui concerne l'utilisation de la force contre des États souverains. Il est avant tout question de l'Otan, qui cherche à s'arroger des compétences qui ne sont pas celles d'une "alliance de défense." Tout cela est plus que sérieux. Nous nous souvenons des vaines exhortations au respect des normes juridiques et de la décence humaine élémentaire de la part des États qui ont été victimes d'opérations "humanitaires" et de bombardements opérés au nom de la "démocratie." Ils n'ont pas été entendus, et on ne voulait pas les entendre.

Apparemment, l'Otan, et d'abord les États-Unis, ont leur propre perception de la sécurité, qui est foncièrement différente de la nôtre. Les Américains sont obsédés par l'idée de s'assurer une invulnérabilité absolue, ce qui est utopique et irréalisable, aussi bien sur le plan technique que géopolitique. C'est précisément le fond du problème.

L'invulnérabilité absolue pour l'un impliquerait la vulnérabilité absolue de tous les autres. Il est impossible d'accepter une telle perspective. Toutefois, pour des raisons bien connues, beaucoup de pays préfèrent ne pas en parler ouvertement. Mais la Russie appellera toujours les choses par leur nom, et elle le fera ouvertement. Je voudrais souligner une nouvelle fois que la violation des principes d'unité et du caractère inaliénable de la sécurité, et ce en dépit des nombreux engagements contractés selon ces principes, est susceptible d'engendrer des menaces très graves. En fin de compte, cela concerne également les États qui, pour diverses raisons, sont à l'origine de telles violations.

Le printemps arabe : les leçons et les conclusions

Il y a un an, le monde a été confronté à un phénomène nouveau — des manifestations pratiquement simultanées dans de nombreux pays arabes contre les régimes autoritaires. Au départ, le printemps arabe était interprété comme porteur d'espoir de changements positifs. Les Russes étaient du côté de ceux qui aspiraient aux réformes démocratiques.

Cependant, il s'est rapidement avéré que dans de nombreux pays, la situation n'évoluait pas selon un scénario civilisé. Au lieu d'affirmer la démocratie et de défendre les droits des minorités, on a assisté à l'évincement de l'adversaire, à son renversement, une force dominante se trouvant remplacée par une autre force plus agressive.

L'ingérence extérieure, qui s'est rangée du côté de l'une des parties au conflit, ainsi que le caractère militaire de cette ingérence, ont contribué à une évolution négative de la situation. Tant et si bien que

certaines pays ont éliminé le régime libyen grâce à l'aviation, en se protégeant derrière des slogans humanitaires. Et l'apothéose a été atteinte lors de la scène répugnante du lynchage barbare de Mouammar Kadhafi.

Il faut empêcher de réitérer le scénario libyen en Syrie. Les efforts de la communauté internationale doivent être avant tout axés sur la réconciliation en Syrie. Il est important de réussir à stopper au plus vite la violence, quelle que soit son origine, d'ouvrir enfin le dialogue national, sans conditions préalables, sans ingérence étrangère et en respectant la souveraineté du pays. Cela créerait des prémisses à la mise en œuvre réelle des mesures de démocratisation annoncées par le gouvernement syrien. Le plus important est d'empêcher une guerre civile à part entière. La diplomatie russe a travaillé et travaillera dans ce sens.

Après une expérience amère, nous nous opposons à l'adoption de telles résolutions par le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui seraient interprétées comme un coup d'envoi à une ingérence militaire dans les processus intérieurs en Syrie. Et c'est en suivant cette approche fondamentale que la Russie et la Chine ont bloqué, début février, une résolution qui, par son ambiguïté, aurait encouragé en pratique la violence exercée par l'une des parties en conflit.

A cet égard, étant donné la réaction très violente et presque hystérique au veto sino-russe, je voudrais mettre en garde nos collègues occidentaux contre la tentation de recourir au schéma simpliste utilisé auparavant : en l'absence d'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies, formons une coalition des États intéressés. Et à l'attaque.

La logique même d'un tel comportement est pernicieuse. Elle ne mène à rien de bon. En tout cas, elle ne contribue pas au règlement de la situation dans un pays frappé par un conflit. Pire encore, elle déstabilise davantage l'ensemble du système international de sécurité et détériore l'autorité et le rôle central de l'ONU. Rappelons que le droit de veto n'est pas un caprice, mais une partie intégrante de l'ordre mondial consacrée par la Charte des Nations Unies – sur l'insistance des États-Unis, d'ailleurs. Ce droit implique le fait que les décisions auxquelles s'oppose au moins un membre permanent du Conseil de sécurité ne peuvent pas être cohérentes et efficaces.

J'espère que les États-Unis et d'autres pays tiendront compte de cette expérience amère et ne chercheront pas à lancer une opération militaire en Syrie sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations Unies. D'ailleurs, je n'arrive pas à comprendre d'où viennent ces "démangeaisons belliqueuses". Pourquoi manque-t-on de patience pour élaborer une approche collective ajustée et équilibrée, d'autant plus qu'elle commençait à prendre forme dans le projet de résolution syrienne, mentionné plus tôt. Il ne restait plus qu'à exiger la même chose de l'opposition armée que du gouvernement, en particulier de retirer les unités armées des villes. Le refus de le faire est cynique. Si nous voulons assurer la sécurité des civils, ce qui est la priorité de la Russie, il est nécessaire de raisonner tous les camps impliqués dans le conflit armé.

Et il existe également un autre aspect. Il s'avère que dans les pays touchés par le printemps arabe, de même qu'en Irak à l'époque, les sociétés russes cèdent leurs positions acquises au cours des décennies sur les marchés locaux et perdent des contrats commerciaux importants. Et les créneaux vacants sont récupérés par les acteurs économiques des pays qui ont contribué au renversement des régimes en place. On pourrait penser que dans une certaine mesure, ces événements tragiques n'ont pas été motivés par le souci du respect des droits de l'homme, mais par la volonté de redistribuer les marchés. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons bien sûr pas rester les bras croisés. Et nous avons l'intention de travailler activement avec les nouveaux gouvernements des pays arabes afin de rétablir rapidement nos positions économiques.

Dans l'ensemble, les événements dans le monde arabe sont très instructifs. Ils montrent que la volonté d'instaurer la démocratie en utilisant la force peut conduire et conduit souvent au résultat inverse. On assiste à l'émergence de forces, y compris d'extrémistes religieux, qui cherchent à changer la direction même du développement des pays et la nature laïque de leur gestion.

La Russie a toujours eu de bonnes relations avec les représentants modérés de l'islam, dont l'idéologie est proche des traditions des musulmans russes. Et nous sommes prêts à développer ces relations dans les conditions actuelles. Nous sommes intéressés par la dynamisation des liens politiques, commerciaux et économiques avec tous les pays arabes, y compris, je le répète, ceux qui viennent de traverser une période de troubles. De plus, selon moi il existe de réelles conditions permettant à la Russie de conserver

à part entière ses positions de leader sur la scène moyen-orientale, où nous avons toujours eu de nombreux amis.

En ce qui concerne le conflit israélo-arabe, la "recette miracle" qui permettrait de régler la situation n'a toujours pas été trouvée. Il ne faut en aucun cas baisser les bras. Etant donné la proximité de nos relations avec le gouvernement israélien et les dirigeants palestiniens, la diplomatie russe continuera à contribuer activement au rétablissement du processus de paix de manière bilatérale et dans le cadre du Quatuor pour le Moyen-Orient, en coordonnant ses actions avec la Ligue arabe.

Le printemps arabe a également mis en évidence l'utilisation particulièrement active des technologies avancées de l'information et de la communication dans la formation de l'opinion. On peut dire qu'Internet, les réseaux sociaux, les téléphones portables, etc. se sont transformés, avec la télévision, en un outil efficace aussi bien de la politique nationale qu'internationale. C'est un nouveau facteur qui demande réflexion, notamment afin qu'en continuant à promouvoir la liberté exceptionnelle de communication sur le web, on réduise le risque de son utilisation par les terroristes et les criminels. On emploie de plus en plus souvent la notion de "puissance douce" (soft power), un ensemble d'outils et de méthodes pour accomplir des tâches de politique étrangère sans utiliser les armes, grâce à des leviers informationnels et autres. Malheureusement, ces méthodes sont souvent utilisées pour encourager et provoquer l'extrémisme, le séparatisme, le nationalisme, la manipulation de la conscience de l'opinion publique et l'ingérence directe dans la politique nationale des États souverains.

Il convient de faire clairement la distinction entre la liberté d'expression et l'activité politique normale, d'une part, et l'utilisation des outils illégitimes de puissance douce de l'autre. On ne peut que saluer le travail civilisé des organisations humanitaires et caritatives non gouvernementales. Y compris par leurs critiques actives des autorités en place. Cependant, les activités des "pseudo-ONG" et d'autres organismes ayant pour but de déstabiliser, avec le soutien étranger, la situation dans tel ou tel pays, sont inacceptables.

Je veux parler des cas où l'activité d'une organisation non gouvernementale n'était pas motivée par les intérêts (et les ressources) des groupes sociaux locaux, mais était financée et entretenue par des forces extérieures. A l'heure actuelle, il existe dans le monde de nombreux "agents d'influence" des grandes puissances, des alliances et des corporations. Lorsqu'ils agissent ouvertement, il s'agit simplement d'une des formes de lobbyisme civilisé. La Russie dispose également de telles institutions – l'agence fédérale Rossotroudnitchestvo, la fondation Rousski mir (Monde russe), ainsi que nos principales universités, qui élargissent la recherche d'étudiants talentueux à l'étranger.

Mais la Russie n'utilise pas les ONG nationales d'autres pays et ne finance pas ces ONG et les organisations politiques étrangères afin de promouvoir ses propres intérêts. La Chine, l'Inde et le Brésil ne le font pas non plus. Selon nous, l'influence sur la politique nationale et sur l'opinion publique dans d'autres pays doit être exclusivement ouverte. De cette façon, les acteurs agiront de manière la plus responsable possible.

Les nouveaux défis et menaces

L'Iran se trouve actuellement sous les feux des projecteurs. Évidemment, la Russie est préoccupée par la menace croissante du lancement d'une opération militaire contre ce pays. Si cela se produisait, les conséquences seraient vraiment désastreuses. Il est impossible d'imaginer leur véritable ampleur.

Je suis convaincu que ce problème doit être réglé uniquement de manière pacifique. Nous proposons de reconnaître le droit de l'Iran de développer son programme nucléaire civil, y compris le droit de produire de l'uranium enrichi. Mais il faut le faire moyennant le placement de toute l'activité nucléaire iranienne sous le contrôle minutieux et fiable de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Si cela fonctionne, on pourra lever toutes les sanctions contre l'Iran, y compris unilatérales. L'Occident s'est laissé emporter par sa tendance à vouloir châtier certains pays. À la moindre contrariété, il engage des sanctions, voire lance une opération militaire. Je voudrais rappeler que nous ne sommes plus au XIXe ni même au XXe siècle.

La situation autour du problème nucléaire nord-coréen est tout aussi sérieuse. En faisant une entorse au régime de non prolifération, Pyongyang exige ouvertement le droit de disposer du nucléaire militaire et a déjà réalisé deux essais nucléaires. Le statut nucléaire de la Corée du Nord est inacceptable pour nous. Nous sommes toujours en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, par des moyens exclusivement politiques et diplomatiques, et nous appelons au rétablissement des négociations à six.

Cependant, de toute évidence, tous nos partenaires ne partagent pas cette approche. Je suis convaincu qu'il faut être particulièrement prudent à l'heure actuelle. Les tentatives pour tester la résistance du nouveau dirigeant nord-coréen, ce qui provoquerait des contre-mesures irréflechies, sont inadmissibles. Rappelons que la Russie et la Corée du Nord ont une frontière commune, et, comme nous le savons, on ne choisit pas ses voisins. Nous poursuivrons un dialogue actif avec le gouvernement de ce pays et le développement des relations conviviales, tout en incitant Pyongyang à régler le problème nucléaire. Ce serait évidemment plus facile si l'atmosphère de confiance mutuelle se renforçait sur la péninsule et si le dialogue inter-coréen se rétablissait.

Dans le contexte des passions déchaînées par les programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord, on commence à réfléchir inévitablement à la manière dont les risques de prolifération de l'armement nucléaire apparaissent, et à ce qui les renforce. On a l'impression que les cas devenus plus fréquents d'ingérence étrangère, brutale et même armée, dans les affaires nationales d'un pays, peuvent inciter tel ou tel régime autoritaire (et pas seulement) à se doter de l'arme nucléaire. En pensant que la possession de cette arme les protégerait. Et ceux qui ne la possèdent pas n'ont qu'à attendre une "intervention humanitaire."

Que cela nous plaise ou non, l'ingérence étrangère pousse effectivement vers une telle manière de penser. Et c'est la raison pour laquelle le nombre de pays où les technologies nucléaires militaires sont "à portée de main" ne diminue pas, mais augmente. Dans ces conditions, l'importance des zones affranchies d'armes de destruction massive et créées dans différentes parties de la planète s'accroît. A l'initiative de la Russie, une discussion sur les paramètres d'une telle zone au Moyen-Orient a commencé.

Il faut tout faire pour que personne ne soit tenté d'obtenir une arme nucléaire. A cet effet, les combattants de la non prolifération doivent changer eux-mêmes, notamment ceux qui se sont habitués à punir d'autres pays par la force militaire au mépris de la diplomatie. C'était, par exemple, le cas en Irak, dont les problèmes n'ont fait que s'aggraver après une occupation de près de dix ans.

Si on parvenait enfin à éradiquer les motivations qui poussent les Etats à posséder une arme nucléaire, on pourrait alors rendre le régime international de non prolifération véritablement universel et solide grâce aux traités en vigueur. Un tel régime permettrait à tous les pays intéressés de profiter pleinement du nucléaire civil sous le contrôle de l'AIEA.

Cela serait très bénéfique pour la Russie, car nous travaillons activement sur les marchés internationaux, nous construisons de nouvelles centrales nucléaires avec des technologies modernes et sûres, et nous participons à la création de centres internationaux d'enrichissement d'uranium et de banques de combustible nucléaire.

L'avenir de l'Afghanistan est également préoccupant. Nous avons soutenu l'opération militaire destinée à apporter une aide internationale à ce pays. Mais le contingent militaire international sous l'égide de l'Otan n'a pas rempli la mission assignée. Le danger terroriste et la narcomenace émanant d'Afghanistan demeurent. En annonçant le retrait de leurs troupes de ce pays en 2014, les États-Unis créent dans ce pays et les pays voisins des bases militaires sans aucun mandat, sans objectif clairement défini ni durée d'activité annoncée. Bien sûr, cela ne nous convient pas.

La Russie a des intérêts évidents en Afghanistan. Et ces intérêts sont parfaitement légitimes.

L'Afghanistan est notre voisin proche, et il est dans notre intérêt que ce pays se développe de manière stable et pacifique. Et surtout qu'il cesse d'être la principale source de la narcomenace. Le trafic de stupéfiants est devenu l'une des principales menaces, il sape le fond génétique des nations tout entières, crée un milieu prospère pour la corruption et le crime et conduit à la déstabilisation de la situation en Afghanistan même. Il est à noter que non seulement la production de stupéfiants afghans ne se réduit pas, mais que l'année dernière, elle a augmenté de près de 40%. La Russie est la cible d'une véritable agression de l'héroïne, qui inflige un immense préjudice à la santé de nos concitoyens.

Étant donné l'ampleur de la menace émanant de la drogue afghane, il n'est possible de lutter contre elle qu'en s'unissant, en s'appuyant sur l'ONU et les organisations régionales – l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) et la CEI (Communauté des États indépendants). Nous sommes prêts à envisager une augmentation significative de la participation de la Russie à l'opération d'aide au peuple afghan. Mais à condition que le contingent international en Afghanistan agisse de manière plus énergique dans notre intérêt également, qu'il s'attelle à la destruction physique des plantations de drogue et des laboratoires clandestins.

Les opérations antidrogue intensifiées en Afghanistan doivent s'accompagner du démantèlement des filières de transport des opiacés sur les marchés extérieurs, de la suppression des flux financiers sponsorisant le trafic de stupéfiants, ainsi que du blocage des fournitures des produits chimiques utilisés pour la fabrication de l'héroïne. L'objectif consiste à mettre en place dans la région un système complexe de sécurité antidrogue. La Russie contribuera réellement à l'unification efficace des efforts de la communauté internationale afin de parvenir à un changement radical dans la lutte contre la narcomenace mondiale.

Il est difficile de faire des pronostics sur l'évolution de la situation en Afghanistan. L'histoire nous enseigne que la présence militaire étrangère ne lui a pas apporté la paix. Seuls les Afghans sont capables de régler leurs propres problèmes. Selon moi, le rôle de la Russie consiste à aider le peuple afghan à créer une économie stable et à améliorer la capacité des forces armées nationales à lutter contre la menace du terrorisme et du trafic de drogue, avec la participation active des pays voisins. Nous ne sommes pas opposés à ce que l'opposition armée, y compris les talibans, se joigne au processus de réconciliation nationale, à condition qu'elle renonce à la violence, reconnaisse la constitution du pays et rompe ses liens avec Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes. En principe, j'estime que l'établissement d'un État afghan pacifique, stable, indépendant et neutre est tout à fait réalisable. L'instabilité ancrée pendant des années et des décennies constitue un terreau fertile pour le terrorisme international. Tout le monde reconnaît qu'il s'agit d'un des plus dangereux défis pour la communauté internationale. Je voudrais souligner que les zones de crise qui engendrent les menaces terroristes se trouvent à proximité des frontières russes, bien plus que de nos partenaires européens ou américains. Les Nations Unies ont adopté une Stratégie antiterroriste mondiale, mais on a l'impression que la lutte contre ce mal n'est toujours pas menée selon un plan universel commun et de manière cohérente, mais dans en réaction aux manifestations les plus aiguës et les plus barbares de la terreur, lorsque l'indignation publique suscitée par des actions provocantes des terroristes atteint son apogée. Le monde civilisé ne doit pas attendre qu'une autre tragédie similaire à celle du 11 septembre 2001 à New York ou de l'école de Beslan se produise pour commencer à agir de manière collective et déterminée.

Toutefois, je suis loin de vouloir nier les résultats obtenus dans la lutte contre le terrorisme international. Ils sont bien tangibles. Ces dernières années, la coopération entre les services de renseignement et les forces de l'ordre de divers pays s'est nettement renforcée. Mais les réserves dans la coopération antiterroriste sont évidentes. Que peut-on dire si jusqu'à présent, une politique de deux poids deux mesures demeure, et qu'en fonction du pays, on perçoit les terroristes différemment, en les considérant comme "mauvais" ou "pas trop mauvais." Certains n'hésitent pas à utiliser ces derniers dans leur jeu politique, par exemple pour déstabiliser des régimes jugés indésirables.

Je dirais également que toutes les institutions de la société – les médias, les associations religieuses, les ONG, le système d'éducation, la science et les entreprises, doivent être pleinement utilisées dans la prévention du terrorisme. On a besoin d'un dialogue interconfessionnel et, dans un sens plus large, intercivilisationnel. La Russie est un pays multiconfessionnel et nous n'avons jamais connu de guerres religieuses. Nous pourrions apporter notre contribution à la discussion internationale sur ce sujet.

À suivre...

Vladimir V. Poutine

[1] Ces dernières semaines, Vladimir Poutine a publié une série d'articles détaillant ses intentions politiques sur les thématiques principales de sa campagne présidentielle.

[Article sous licence creative commons](#)

Vous pouvez reproduire librement les articles du Réseau Voltaire à condition de citer la source et de ne pas les modifier ni les utiliser à des fins commerciales (licence [CC BY-NC-ND](#)).

Vladimir Poutine explique sa politique étrangère (2ème partie)

La Russie et l'évolution du monde

Vendredi 9 mars 2012

Dans la deuxième partie de son article consacré à la politique étrangère, Vladimir Poutine fait le point sur les relations de la Russie avec l'Asie et le nouveau partenariat avec la Chine, aborde la question du bouclier antimissile étasunien, la crise en Europe et le projet d'Union économique eurasiatique, l'adhésion de la Russie à l'OMC et le *soft-power* russe dans le monde. La politique étrangère telle que l'entend Vladimir Poutine, illustrée par la position ferme de Moscou au Conseil de sécurité, tient

compte des intérêts Russes, mais ouvre aussi une voie aux pays qui cherchent à s'émanciper de la domination impériale.

L'Asie-Pacifique acquiert une nouvelle dimension

La Chine, centre crucial de l'économie mondiale, est un voisin de la Russie. Les délibérations sur son futur rôle dans l'économie mondiale et les affaires internationales sont désormais à la mode. L'année dernière, la Chine s'est hissée au deuxième rang dans le monde en termes de PIB, et à court terme, selon les experts internationaux, notamment américains, elle dépassera les États-Unis pour cet indice. La puissance globale de la République populaire de Chine augmente également, y compris son aptitude à projeter ses forces dans diverses régions.

Quelle attitude la Russie doit-elle adopter dans le contexte du facteur chinois qui prend rapidement de l'ampleur ?

Premièrement, je suis persuadé que la croissance de l'économie chinoise n'est pas une menace mais un défi qui comporte un potentiel colossal de coopération dans le domaine des affaires, ainsi qu'une chance de gonfler les "voiles" de l'économie russe avec le "vent chinois." La Russie devrait établir plus activement des liens de coopération avec la Chine, en conjuguant les potentiels technologique et industriel des deux pays et en mettant à profit, certes de manière intelligente, le potentiel chinois, aux fins de relance économique de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes.

Deuxièmement, la politique de la Chine sur l'échiquier mondial n'offre aucun prétexte à accuser Pékin de chercher à dominer la planète. La voix de la Chine est, en effet, de plus en plus audible dans le monde, et la Russie s'en réjouit, car Pékin partage la vision russe de l'ordre mondial équilibré actuellement en gestation. Les deux pays continueront à s'assister mutuellement dans l'arène internationale en réglant conjointement les problèmes aigus à l'échelle régionale et mondiale et en renforçant la coopération au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies, du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), du G20, et d'autres organismes multilatéraux.

Enfin, troisièmement, la Russie a réglé tous les problèmes politiques cruciaux dans ses relations avec la Chine, dont le plus important était le litige frontalier. Un mécanisme solide et étayé par des documents juridiquement contraignants a été mis en place dans les relations bilatérales. Les deux gouvernements ont atteint un niveau de confiance sans précédent dans leurs rapports. Cela permet à la Russie et à la Chine d'agir dans un esprit de partenariat authentique basé sur le pragmatisme et la prise en compte des intérêts mutuels. L'actuel modèle des relations sino-russes paraît extrêmement prometteur.

Ceci dit, les relations entre la Russie et la Chine ne sont certainement pas dépourvues de problèmes.

Des frictions surviennent de temps en temps. Les intérêts commerciaux des deux États dans les pays tiers ne coïncident pas toujours, la Russie n'étant pas entièrement satisfaite par la structure des échanges commerciaux et par le niveau peu élevé des investissements mutuels. La Russie se prépare à surveiller de près les flux migratoires en provenance de Chine.

Toutefois, mon idée clé est la suivante : la Russie a besoin d'une Chine prospère et stable, et je suis persuadé que la Chine, à son tour, a besoin d'une Russie forte et florissante.

Un autre géant asiatique, à savoir l'Inde, fait également preuve d'une croissance rapide. La Russie et l'Inde sont traditionnellement liées par les relations d'amitié et les deux gouvernements les qualifient de partenariat stratégique privilégié. Son renforcement sera bénéfique aussi bien à nos deux pays qu'au système polycentrique tout entier en gestation dans le monde.

Nous assistons non seulement à la croissance de la Chine et de l'Inde, mais à l'augmentation du rôle de la région Asie-Pacifique tout entière. Dans ce contexte, de nouvelles perspectives de travail fructueux s'offrent dans le cadre de la présidence russe au sein de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC). En septembre 2012, la Russie accueillera le sommet de l'APEC à Vladivostok, où elle met rapidement en place des infrastructures modernes, ce qui contribuera au développement de la Sibérie et de l'Extrême-Orient russes et permettra à la Russie de rejoindre les processus dynamiques d'intégration au sein de la "nouvelle Asie."

La Russie attache actuellement et continuera à attacher dans le futur une importance prioritaire aux relations avec ses partenaires du groupe BRICS. Cette structure inédite créée en 2006 est la démonstration la plus spectaculaire du passage d'un monde unipolaire à un ordre mondial plus équilibré. Le groupe réunit cinq pays dont la population s'élève à près de trois milliards de personnes, et qui sont dotés des plus importantes économies émergentes, de gigantesques ressources naturelles et

de main-d'œuvre, ainsi que de marchés intérieurs colossaux. Après l'adhésion de l'Afrique du Sud, le groupe BRICS a acquis une dimension réellement mondiale, et il génère déjà plus de 25% du PIB de la planète.

Les pays membres du groupe sont en train de s'habituer à travailler ensemble au sein de cette structure et de s'adapter les uns aux autres. Il s'agit, notamment, de mettre en place une meilleure coordination en matière de politique internationale et de coopérer plus étroitement au sein de l'ONU. Toutefois, après avoir atteint sa vitesse de croisière, le BRICS, fort de ses cinq membres, exercera une influence extrêmement perceptible sur l'économie et la politique mondiales.

Ces dernières années, la diplomatie et le milieu des affaires russes ont commencé à attacher une plus grande importance au développement de la coopération avec les pays asiatiques, latino-américains et africains. Dans ces régions, la Russie bénéficie toujours d'une sympathie sincère. J'estime que l'un des objectifs de la prochaine période sera l'intensification de la coopération commerciale et économique entre la Russie et ces pays, ainsi que la mise en œuvre de projets conjoints dans les secteurs de l'énergie, des infrastructures, des investissements, des sciences et technologies, des banques et du tourisme.

Le rôle croissant des régions susmentionnées dans le système démocratique de gestion de l'économie et des finances mondiales se reflète dans l'activité du G20. J'estime que ce groupe deviendra prochainement un instrument stratégiquement important, non seulement de gestion en période de crise, mais également de réformes à long terme de l'architecture financière et économique de la planète. La Russie présidera le G20 en 2013. Certes, le pays devrait profiter de sa présidence pour améliorer, entre autres, l'interaction entre le G20 et d'autres structures multilatérales, notamment avec le G8 et bien sûr l'ONU.

Le facteur européen

La Russie est une partie intégrante et organique de la Grande Europe, de la civilisation européenne au sens large du terme. Les citoyens russes se considèrent comme des Européens. Nous sommes loin d'être indifférents à l'évolution de l'Union européenne.

C'est la raison pour laquelle la Russie initie la transformation de l'espace situé entre les océans Atlantique et Pacifique en une entité économique et humanitaire unifiée que les experts russes qualifient d'Union de l'Europe et qui renforcera davantage les moyens et les positions de la Russie dans le cadre de son revirement économique vers l'"Asie nouvelle."

Dans le contexte de l'essor de la Chine, de l'Inde et d'autres économies émergentes, les chocs financiers et économiques qui secouent l'Europe, auparavant oasis de stabilité et d'ordre, ne nous laissent pas indifférents. La crise de la zone euro concerne forcément la Russie, étant donné avant tout que l'Union européenne est le plus grand partenaire économique et commercial de notre pays. Il est évident que la situation en Europe est largement déterminante pour les perspectives de développement du système économique mondial dans son ensemble.

La Russie a activement rejoint les mesures internationales visant à soutenir les économies européennes en difficulté, elle participe constamment à la prise de décisions collectives au sein du Fonds monétaire international (FMI). La Russie n'exclut pas en principe la possibilité d'offrir, dans certains cas, une aide financière directe.

Néanmoins, j'estime que les injections financières en provenance de l'étranger ne peuvent constituer qu'une solution partielle. Le règlement intégral du problème nécessite des mesures énergiques systémiques. Les dirigeants européens sont confrontés à la nécessité de mettre en œuvre des réformes d'envergure visant à remanier foncièrement plusieurs mécanismes financiers et économiques destinés à assurer une véritable discipline budgétaire. La Russie a intérêt à avoir affaire à une Union européenne forte, correspondant à la vision de l'Allemagne et de la France, car nous souhaiterions concrétiser le puissant potentiel de partenariat entre la Russie et l'UE.

L'interaction actuelle de la Russie avec l'Union européenne n'est tout de même pas à la hauteur des défis mondiaux, avant tout sur le plan du renforcement de la compétitivité de notre continent commun. Je suggère de nouveau qu'un effort soit fait afin de créer une communauté harmonieuse d'économies entre Lisbonne et Vladivostok. Et à terme, il s'agit de créer une zone de libre-échange, voire des mécanismes encore plus sophistiqués d'intégration économique. Cela nous permettrait de bénéficier d'un marché commun continental se chiffrant à plusieurs milliers de milliards d'euros. Se trouve-t-il

des gens pour douter que ce serait une excellente idée et que cela correspondrait aux intérêts des Russes et des Européens ?

Une coopération plus étroite dans le secteur de l'énergie, allant jusqu'à la création d'un complexe énergétique unifié de l'Europe, est un autre sujet de réflexion. Les étapes importantes visant à atteindre cet objectif sont la construction des gazoducs Nord Stream via la mer Baltique et South Stream via la mer Noire. Les deux projets ont bénéficié du soutien de plusieurs gouvernements, et les plus importantes sociétés énergétiques européennes y participent. Après la mise en exploitation intégrale de ces gazoducs, l'Europe disposera d'un système d'approvisionnement en gaz fiable, flexible et indépendant des caprices politiques de qui que ce soit. Ce sera une contribution réelle et non pas factice à la sécurité énergétique du continent. Or, ce problème revêt une importance particulière étant donné la décision de certains pays européens de réduire ou de renoncer totalement à l'énergie nucléaire. Force m'est de déclarer franchement que le Troisième paquet énergie, dont la Commission européenne a assuré le lobbying et qui vise à évincer du marché les entreprises russes intégrées, ne contribue pas au renforcement de nos relations. Qui plus est, étant donné la déstabilisation accrue des fournisseurs d'hydrocarbures autres que la Russie, il exacerbe les risques systémiques menaçant le secteur énergétique européen et constitue un obstacle aux investissements potentiels dans de nouveaux projets d'infrastructure. De nombreux politiques européens qui s'entretiennent avec moi se montrent critiques envers le paquet. Il s'agit d'avoir le courage d'éliminer cet obstacle du chemin de notre coopération mutuellement avantageuse.

J'estime qu'un partenariat authentique entre la Russie et l'Union européenne est impossible sans l'abolition des barrières qui entravent les contacts humains et économiques, avant tout celle du régime des visas. L'introduction d'un régime sans visas donnerait une puissante impulsion à une véritable intégration de la Russie et de l'Union européenne, elle permettrait d'élargir les contacts culturels et d'affaires, avant tout entre les petites et moyennes entreprises. La menace pour l'Europe d'un afflux de prétendus immigrés économiques en provenance de Russie relève largement de l'imagination. Les Russes ont l'occasion d'exploiter leur savoir-faire professionnel dans leur patrie, et l'éventail de ces possibilités ne fait que s'élargir.

En décembre 2011, la Russie s'est concertée avec l'Union européenne pour élaborer des mesures conjointes visant à établir un régime sans visas. Elles peuvent et doivent être appliquées sans tergiverser. Mon intention est de continuer à me consacrer à ce problème de la manière la plus active.

Les relations russo-américaines

Ces dernières années, un grand effort a été réalisé afin de développer les relations entre la Russie et les États-Unis. Toutefois, la matrice de ces relations n'a pas toujours été radicalement transformée et elles continuent de connaître des hauts et des bas. Une telle instabilité dans le partenariat entre la Russie et les États-Unis est due, en partie, à la pérennité de certains stéréotypes et phobies. La façon dont la Russie est perçue par le Congrès américain est particulièrement révélatrice. Toutefois, le problème crucial réside dans le fait que le dialogue et la coopération bilatéraux ne s'appuient pas sur une base économique solide. Les échanges commerciaux sont loin d'être à la hauteur du potentiel des économies russes et américaines. Il en est de même pour les investissements bilatéraux. Ainsi la toile protectrice qui éviterait à nos relations des oscillations conjoncturelles n'a toujours pas été tissée. Il s'agit de la créer.

La compréhension mutuelle entre les deux pays ne s'améliore pas non plus étant donné les efforts réguliers des États-Unis pour procéder à une "ingénierie politique", notamment dans des régions traditionnellement importantes pour la Russie et également au cours des campagnes électorales russes. Je répète que l'initiative américaine de créer l'ABM européen suscite une préoccupation de notre part tout à fait légitime. Pourquoi la Russie est-elle plus alarmée que les autres pays ? Le fait est que l'ABM européen influe sur les forces stratégiques de dissuasion nucléaire, dont seule la Russie dispose dans ce théâtre, ce qui compromet l'équilibre militaire et politique peaufiné pendant des décennies.

Le lien indissoluble entre l'ABM et les armes stratégiques offensives est consacré par le nouveau traité de réduction des armes nucléaires START signé en 2010. Le traité est entré en vigueur et il se montre efficace. C'est un résultat crucial en matière de politique internationale. La Russie est prête à examiner divers éléments susceptibles de constituer l'agenda russo-américain en matière de contrôle des armes pour la prochaine période. La règle immuable dans ce domaine est le respect du rapport de forces et

l'abandon des tentatives d'utiliser les pourparlers afin de s'assurer des avantages unilatéraux. Qu'il me soit permis de rappeler que dès 2007 j'ai proposé au président George W. Bush à Kennebunkport de régler le problème de l'ABM. Si elle avait été adoptée, mon initiative aurait modifié la nature traditionnelle des relations russo-américaines et aurait donné une impulsion positive au processus. Qui plus est, en réalisant à l'époque un progrès dans le domaine de l'ABM, nous aurions littéralement ouvert la voie à la création d'un modèle foncièrement nouveau de coopération, proche d'une alliance, notamment dans plusieurs autres domaines sensibles.

Cela ne s'est pas produit. Il serait certainement utile de réexaminer l'enregistrement des pourparlers à Kennebunkport. Ces dernières années, le gouvernement russe a également avancé d'autres initiatives visant à trouver un terrain d'entente dans le domaine de l'ABM. Toutes ces propositions restent en vigueur.

Quoi qu'il en soit, nous ne voudrions pas mettre une croix sur la recherche de compromis dans le règlement du problème de l'ABM. Nous souhaiterions éviter que le système américain soit déployé à une telle échelle que cela rendrait nécessaire la mise en œuvre des mesures de rétorsion que la Russie a rendues publiques.

Récemment, j'ai eu un entretien avec M. Kissinger. Nous nous voyons régulièrement. Et je partage entièrement l'opinion de ce véritable professionnel, selon lequel une coopération étroite et empreinte de confiance entre Moscou et Washington est particulièrement requise au moment où le monde traverse des périodes turbulentes.

Globalement, la Russie était prête à fournir un effort réellement important afin de développer ses relations avec les États-Unis et de réaliser un progrès qualitatif, à condition toutefois que les Américains appliquent dans la pratique le principe du partenariat équitable et mutuellement respectueux.

La diplomatie économique

En décembre 2011, la Russie a adhéré à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au terme d'une épopée longue de plusieurs années. J'aimerais faire remarquer qu'à l'étape finale de ce processus, l'administration de Barack Obama et les dirigeants de plusieurs puissances européennes ont apporté une contribution active à la finalisation des accords.

En toute honnêteté, ce processus long et ardu nous a souvent donné envie de "claquer la porte" et de tout abandonner. Toutefois, la Russie n'a pas cédé aux émotions. Au final, notre pays a obtenu des compromis avantageux : les intérêts des producteurs industriels et agricoles russes ont été respectés dans l'attente d'une concurrence accrue de la part des entreprises étrangères. Les acteurs économiques russes bénéficieront de nouvelles possibilités considérables pour accéder au marché mondial et pouvoir y protéger leurs droits de manière civilisée. Pour moi, c'est cela qui constitue le principal résultat et non pas le fait symbolique de l'adhésion de la Russie au "club" mondial du commerce.

La Russie respectera les normes de l'OMC, au même titre que tous ses autres engagements internationaux. Je compte sur un respect similaire des règles du jeu de la part de nos partenaires. Qu'il me soit permis de faire remarquer en passant que nous avons déjà intégré les principes de l'OMC sur la base juridique de l'Espace économique commun regroupant la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. En analysant notre façon de promouvoir les intérêts économiques russes sur l'échiquier mondial, on se rend compte que nous en sommes encore à l'étape de l'apprentissage pour le faire de manière systémique et cohérente. Contrairement à nos divers partenaires occidentaux, nous ne possédons pas encore la technique pour promouvoir correctement les mesures profitables aux entreprises russes sur les plateformes où s'effectuent les échanges commerciaux internationaux.

Or, il nous incombe la tâche de résoudre des problèmes cruciaux dans ce domaine en tenant compte du fait que le développement innovateur revêt une importance prioritaire pour la Russie. Il s'agit de garantir à la Russie des positions équitables dans le système actuel des relations économiques mondiales et de réduire au minimum les risques inhérents à l'intégration du pays à l'économie mondiale, notamment dans le contexte de l'adhésion mentionnée à l'OMC et de l'adhésion imminente de la Russie à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La condition sine qua non est un accès plus libre et non-discriminatoire de la Russie aux marchés extérieurs. Actuellement on ne prend pas de gants à l'étranger avec les acteurs économiques russes. Ils sont confrontés à des mesures restrictives de nature commerciale et politique, on érige des barrières qui

désavantagent les entreprises russes dans la concurrence.

Il en est de même en ce qui concerne les investissements. La Russie cherche à attirer des capitaux étrangers dans son économie en leur ouvrant les secteurs les plus intéressants et en leur offrant de véritables "morceaux de choix", notamment dans le secteur de l'énergie et des hydrocarbures. Or, les investisseurs russes ne sont pas choyés à l'étranger, voire sont souvent ostensiblement repoussés. Les exemples sont légion. Il suffit de rappeler l'histoire de l'allemand Opel que les investisseurs russes n'ont finalement pas pu acquérir, même en dépit de l'approbation de la transaction par le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et de la réaction positive des syndicats allemands. Il y a également des cas scandaleux où les entreprises russes se voient refuser la jouissance des droits d'investisseur après avoir investi des sommes considérables dans des actifs à l'étranger. Ces exemples sont particulièrement fréquents en Europe centrale et de l'Est.

Tout cela nous inspire l'idée de la nécessité de renforcer l'accompagnement politique et diplomatique des entreprises russes sur les marchés extérieurs et d'accorder un soutien plus massif à nos projets d'envergure et revêtant une importance symbolique. Il ne faut pas non plus oublier que face à la concurrence déloyale, la Russie est à même de réagir de manière symétrique.

Le gouvernement et les associations des milieux d'affaires russes devraient coordonner plus précisément leurs efforts dans l'arène internationale, mieux promouvoir les intérêts des entreprises russes et les assister dans l'implantation sur de nouveaux marchés.

J'aimerais également attirer l'attention sur un fait important qui détermine largement le rôle et la place de la Russie dans le rapport de forces politiques et économiques actuel et futur au niveau international. Il s'agit du territoire immense de notre pays. Il ne correspond certes plus à un sixième des terres émergées, néanmoins la Fédération de Russie reste l'Etat le plus étendu et doté de ressources richissimes sans égales au monde. Je ne parle pas seulement du pétrole et du gaz mais également des forêts, des terres agricoles et des réserves d'eau douce pure.

Autrement dit, le territoire russe est la source de la force potentielle de la Russie. Auparavant, l'étendue immense du territoire russe assurait principalement la protection de la Russie contre les invasions étrangères. Aujourd'hui, en appliquant une stratégie économique judicieuse, elle pourrait devenir la base cruciale pour augmenter la compétitivité du pays.

J'aimerais évoquer notamment la pénurie d'eau douce qui s'aggrave rapidement dans le monde. On peut prévoir à court terme le déclenchement d'une compétition géopolitique pour les ressources aquatiques et pour la possibilité de fabriquer des produits nécessitant une grande consommation d'eau. La Russie obtient ainsi un atout majeur. Or, elle est consciente de la nécessité de gérer cette richesse avec parcimonie et en faisant des calculs stratégiques.

Le soutien aux Russes de l'étranger et la culture russe dans le contexte international

Le respect de sa patrie est notamment conditionné par l'aptitude de cette dernière à protéger ses citoyens et les personnes appartenant à la même ethnie à l'étranger. Il est important de ne jamais oublier les intérêts des millions de Russes vivant à l'étranger ou se rendant dans d'autres pays en congé ou en mission. Je voudrais souligner que le ministère russe des Affaires étrangères, ainsi que toutes les missions diplomatiques et consulaires sont tenues de fournir une aide et une assistance réelle aux Russes 24 heures sur 24. Les diplomates doivent réagir immédiatement, sans attendre que les médias ne tirent la sonnette d'alarme, aux collisions survenant entre nos citoyens et les autorités locales, ainsi qu'aux incidents et aux accidents de transport.

Nous agissons avec la plus grande détermination afin d'obtenir que les gouvernements letton et estonien mettent en œuvre les nombreuses recommandations des plus importantes organisations internationales relatives au respect des droits généralement reconnus des minorités ethniques. L'infâme statut de "non-citoyen" est inacceptable. Comment peut-on d'ailleurs accepter le fait qu'un Letton sur six et un Estonien sur treize soient des "non-citoyens" dépourvus des droits politiques, électoraux, sociaux et politiques fondamentaux, ainsi que de la possibilité d'utiliser librement la langue russe.

Prenons à titre d'exemple le référendum qui s'est tenu tout récemment en Lettonie et portant sur le statut de la langue russe. Il a de nouveau clairement montré à la communauté mondiale l'acuité du problème. Le fait est que plus de 300.000 "non-citoyens" se sont de nouveau vu refuser le droit de participer au vote. Et le refus de la Commission électorale centrale de Lettonie d'accorder à la Chambre sociale russe le statut d'observateur au référendum est absolument révoltant. Or, les organisations

internationales chargées de faire respecter les normes démocratiques généralement reconnues semblent se murer dans leur silence.

Globalement, la façon dont la problématique relative aux droits de l'homme est exploitée dans le contexte des relations internationales est peu susceptible de satisfaire la Russie. Premièrement, les États-Unis et d'autres pays occidentaux cherchent à monopoliser la protection des droits de l'homme, la politiser intégralement et en faire un moyen de pression. Parallèlement, ils ne tolèrent pas les critiques à leur égard et y réagissent d'une manière extrêmement maladroite. Deuxièmement, le choix d'objets de monitoring par les défenseurs des droits de l'homme est sélectif. Au lieu d'appliquer des critères universels, les États qui ont "privatisé" ce dossier, agissent à leur guise.

La Russie se sent victime de la partialité, du parti pris et de l'agressivité des critiques malintentionnées dont elle est l'objet et qui dépassent parfois toutes les bornes. Les critiques justifiées des défauts ne peuvent qu'être saluées et donner lieu à des conclusions adéquates. Or, face aux critiques infondées, qui s'abattent vague après vague et visent à manipuler systématiquement l'attitude des citoyens des pays en question envers la Russie, ainsi qu'influencer directement la situation politique en Russie, on se rend compte que ces efforts ne sont pas motivés par des principes démocratiques de la plus haute moralité. Le domaine des droits de l'homme ne doit être monopolisé par personne. La Russie est une jeune démocratie, et elle se montre souvent excessivement modeste en ménageant l'amour-propre de ses partenaires aguerris. Or, la Russie a son mot à dire : nul n'est parfait quant au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les démocraties bien établies commettent également des violations sérieuses dans ce domaine, et il ne faut pas les passer sous silence. Certes, il ne s'agit pas d'échanger tout bêtement des accusations insultantes, sachant que toutes les parties profitent d'une discussion constructive des problèmes relatifs aux droits de l'homme.

Fin 2011, le ministère russe des Affaires étrangères a publié son premier rapport Sur la situation des droits de l'homme dans certains pays du monde. J'estime que cette activité devrait s'intensifier, notamment afin de contribuer à une coopération plus large et équitable dans la totalité du secteur des problèmes humanitaires et à la promotion des principes fondamentaux de la démocratie et des droits de l'homme.

A ce propos, les faits mentionnés ne sont qu'une partie de l'accompagnement informationnel et propagandiste des activités internationales et diplomatiques de la Russie et de la création d'une image objective de la Russie à l'étranger. Force nous est de reconnaître que nos succès en la matière ne sont pas nombreux. Nous sommes souvent battus sur le terrain informationnel. C'est un problème à part entière et à plusieurs facettes auquel il s'agit de se consacrer sérieusement.

La Russie est l'héritière d'une grande culture reconnue aussi bien en Occident qu'en Orient. Mais nos investissements dans les industries culturelles et dans leur promotion sur le marché mondial restent encore très faibles. La renaissance de l'intérêt mondial envers le domaine culturel et celui des idées qui se traduit par l'implication des sociétés et des économies dans le réseau mondial d'information offre des opportunités supplémentaires à la Russie, dotée de talents confirmés dans la production des valeurs culturelles.

La Russie est non seulement à même de conserver sa culture mais de l'utiliser en tant que facteur puissant de promotion sur les marchés mondiaux. L'espace russophone englobe pratiquement tous les pays de l'ex-URSS et une partie significative de l'Europe de l'Est. Il ne s'agit pas d'un empire mais d'une expansion culturelle. Ce ne sont pas les canons, ni l'importation de régimes politiques mais l'exportation de l'enseignement et de la culture qui contribueront à la création d'un cadre favorable aux produits, aux services et aux idées russes.

La Russie doit renforcer de plusieurs crans sa présence dans le monde en matière d'enseignement et de culture et l'augmenter tout particulièrement dans les pays où une partie de la population parle ou comprend le russe.

Il est nécessaire de discuter sérieusement de la manière la plus efficace d'améliorer la perception objective de la Russie grâce à l'organisation dans notre pays d'importants événements internationaux, à savoir du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC) en 2012, des sommets du G20 et du G8 en 2013 et 2014, de l'Universiade de 2013 à Kazan, des Jeux olympiques d'hiver de 2014, ainsi que des Coupes du monde de hockey sur glace et de football de 2016 et de 2018.

La Russie est disposée à continuer d'assurer sa sécurité et de faire respecter ses intérêts nationaux par le biais de sa participation la plus active et la plus constructive à la politique mondiale et au règlement des

problèmes mondiaux et régionaux. Notre pays reste ouvert à une coopération sérieuse et mutuellement avantageuse, ainsi qu'au dialogue avec tous ses partenaires étrangers. Nous nous employons à comprendre et à prendre en compte les intérêts de nos partenaires, mais nous les prions de respecter également les nôtres.

Vladimir V. Poutine

[1] Ces dernières semaines, Vladimir Poutine a publié une série d'articles détaillant ses intentions politiques sur les thématiques principales de sa campagne présidentielle.

[Article sous licence creative commons](#)

Vous pouvez reproduire librement les articles du Réseau Voltaire à condition de citer la source et de ne pas les modifier ni les utiliser à des fins commerciales (licence [CC BY-NC-ND](#)).

<http://www.voltairenet.org/...>

individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19